



## Brûle, Néolibéralisme, brûle

Par [Pepe Escobar](#)

Mondialisation.ca, 26 octobre 2019

[Strategic Culture Foundation](#) 23 octobre 2019

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)  
Thème: [Droits humains et État policier](#),  
[Économie](#)

Le néolibéralisme est – littéralement – en train de brûler. Et de l'Équateur au Chili, l'Amérique du Sud, une fois de plus, montre la voie. Contre l'austérité vicieuse et universelle du FMI, qui déploie des armes de destruction économique massive pour briser la souveraineté nationale et favoriser les inégalités sociales, l'Amérique du Sud semble enfin prête à reprendre le pouvoir de forger sa propre histoire.

Trois élections présidentielles sont en cours. La Bolivie semble avoir été réglée dimanche dernier, alors que les suspects habituels crient « Fraude ! » L'Argentine et l'Uruguay seront de la partie dimanche prochain.

Le retour de flamme contre ce que David Harvey a magnifiquement conceptualisé comme une accumulation par dépossession est, et continuera d'être, une salope. Il finira par atteindre le Brésil – qui, à l'heure actuelle, continue d'être déchiqueté par les fantômes de Pinochet. Le Brésil, après d'immenses souffrances, finira par se relever. Après tout, les exclus et les humiliés de toute l'Amérique du Sud découvrent enfin qu'ils portent en eux un Joker.

### Le Chili privatise tout

La question posée par la rue chilienne est flagrante : « Qu'est-ce qui est pire, échapper aux taxes ou envahir le métro ? » Il s'agit de faire les maths de la lutte des classes. Le PIB du Chili a augmenté de 1,1% l'an dernier alors que les bénéfices des plus grandes entreprises ont augmenté dix fois plus. Il n'est pas difficile de trouver d'où l'énorme fossé provient. La rue chilienne souligne comment l'eau, l'électricité, le gaz, la santé, la médecine, les transports, l'éducation, le salar à Atacama, même les glaciers ont été privatisés.

C'est une accumulation classique par dépossession, car le coût de la vie est devenu insupportable pour l'écrasante majorité des 19 millions de Chiliens, dont le revenu mensuel moyen ne dépasse pas 500 dollars.

Paul Walder, directeur du portail *Politika* et analyste du *Centre latino-américain d'analyse stratégique* (CLAE), note que moins d'une semaine après la fin des manifestations en Équateur – qui ont forcé le vautour néolibéral Lenin Moreno à abandonner une hausse du prix du carburant – le Chili est entré dans un cycle très similaire de manifestations.

Walder définit à juste titre le président chilien Sebastian Pinera comme la dinde d'un banquet qui dure depuis longtemps et qui implique toute la classe politique chilienne. Il n'est donc pas étonnant que la rue chilienne ne fasse plus de différence entre le

gouvernement, les partis politiques et la police. Pinera, comme on pouvait s'y attendre, a criminalisé tous les mouvements sociaux, envoyé l'armée dans la rue pour une répression sans relâche et instauré un couvre-feu.

Pinera est le 7e milliardaire le plus riche du Chili, avec des actifs évalués à 2,7 milliards de dollars, répartis dans des compagnies aériennes, des supermarchés, la télévision, des cartes de crédit et le football. C'est une sorte de Moreno turbocompressé, un Pinochet néolibéral. Le frère de Pinera, José, était en fait un ministre sous Pinochet, et l'homme qui a mis en œuvre le système social privatisé du Chili – une source clé de désintégration sociale et de désespoir. Et tout est lié : l'actuel ministre brésilien des Finances, Paulo Guedes, un Chicago boy, a vécu et travaillé au Chili à l'époque, et veut maintenant répéter l'expérience absolument désastreuse au Brésil.

En fin de compte, le « modèle » économique que Guedes veut imposer au Brésil s'est totalement effondré au Chili.

La principale ressource du Chili est le cuivre. Historiquement, les mines de cuivre appartenaient aux États-Unis, mais elles ont ensuite été nationalisées par le président Salvador Allende en 1971, d'où le plan du criminel de guerre Henry Kissinger d'éliminer Allende, qui a culminé avec le 11 septembre 1973.

La dictature de Pinochet a plus tard reprivé les mines. La plus grande d'entre elles, Escondida, dans le désert d'Atacama – qui représente 9% du cuivre mondial – appartient au géant anglo-australien Bhp Billiton. Le plus gros acheteur de cuivre sur les marchés mondiaux est la Chine. Au moins deux tiers des revenus générés par le cuivre chilien ne vont pas au peuple chilien, mais à des multinationales étrangères.

### **La débâcle argentine**

Avant le Chili, l'Équateur était semi-paralysé : écoles inactives, pas de transports urbains, pénuries alimentaires, spéculation galopante, graves perturbations sur les exportations de pétrole. Sous le feu de la mobilisation de 25 000 peuples autochtones dans les rues, le Président Lénine Moreno a lâchement laissé un vide de pouvoir à Quito, transférant le siège du gouvernement à Guayaquil. Les peuples autochtones ont pris en charge la gouvernance dans de nombreuses villes importantes. L'Assemblée nationale a déserté pendant près de deux semaines, sans même la volonté d'essayer de résoudre la crise politique.

En annonçant l'état d'urgence et le couvre-feu, Moreno a déroulé un tapis rouge pour les forces armées – et Pinera a dûment répété la procédure au Chili. La différence est qu'en Équateur, Moreno a misé sur la division et la domination entre les mouvements des peuples autochtones et le reste de la population. Pinera a recours à la force brute.

En plus d'appliquer les mêmes vieilles tactiques d'augmentation des prix pour obtenir d'autres fonds du FMI, l'Équateur a également montré une articulation classique entre un gouvernement néolibéral, les grandes entreprises et l'ambassadeur des États-Unis, en l'occurrence Michael Fitzpatrick, ancien secrétaire adjoint pour les affaires de l'hémisphère occidental responsable de la région andine, le Brésil et le Cône Sud jusqu'en 2018.

Le cas le plus évident d'échec néolibéral total en Amérique du Sud est celui de l'Argentine. Il y a moins de deux mois, à Buenos Aires, j'ai vu les effets sociaux vicieux du peso en chute libre, l'inflation à 54%, une urgence alimentaire de facto et l'appauvrissement de secteurs

même solides de la classe moyenne. Le gouvernement de Mauricio Macri a littéralement brûlé la majeure partie du prêt de 58 milliards de dollars du FMI – il reste encore 5 milliards de dollars à arriver. Macri est sur le point de perdre les élections présidentielles : Les Argentins devront payer son énorme facture.

[Le modèle économique de Macri](#) ne pouvait qu'être celui de Pinera – en fait celui de Pinochet, où les services publics sont gérés comme une entreprise. Un lien clé entre Macri et Pinera est la Fondation ultra-néolibérale pour la liberté parrainée par Mario Vargas Llosa, qui peut au moins se vanter de la qualité rédemptrice d'avoir été un romancier décent il y a longtemps.

Macri, millionnaire, disciple d'Ayn Rand et incapable de faire preuve d'empathie envers qui que ce soit, est essentiellement un chiffre, préfabriqué par son gourou équatorien Jaime Duran Barba comme un produit robotique du data mining, des réseaux sociaux et des lobbys. Dans « *La Tête de Macri : Comment pense, vit et gouverne le premier président du Pas de Politique* » de Franco Lindner, on peut trouver une vision hilarante de ses insécurités.

Parmi une myriade de manigances, Macri est indirectement lié à la fabuleuse machine de blanchiment d'argent HSBC. Le président de HSBC en Argentine était Gabriel Martino. En 2015, quatre mille comptes argentins d'une valeur de 3,5 milliards de dollars ont été découverts chez HSBC en Suisse. Cette fuite spectaculaire de capitaux a été mise au point par la banque. Pourtant, Martino a été essentiellement sauvé par Macri, et est devenu l'un de ses meilleurs conseillers.

### **Méfiez-vous des entreprises vautours du FMI**

Tous les regards devraient maintenant se tourner vers la Bolivie. Au moment d'écrire ces lignes, le président Evo Morales a remporté les élections présidentielles de dimanche au premier tour – obtenant, par une faible marge, la marge de 10% nécessaire pour qu'un candidat gagne s'il n'obtient pas les 50% plus un des votes. Morales l'a emporté à la fin, lorsque les votes des zones rurales et de l'étranger ont été entièrement comptés et que l'opposition avait déjà commencé à descendre dans la rue pour faire pression. Il n'est pas surprenant que l'OEA – au service des intérêts US – ait proclamé un « manque de confiance dans le processus électoral ».

Evo Morales représente un projet de développement durable, inclusif et, surtout, autonome de la finance internationale. Pas étonnant que tout l'appareil du Consensus de Washington le déteste. Le ministre de l'Économie Luis Arce Catacora est allé droit au but :

« Quand Evo Morales a gagné sa première élection en 2005, 65% de la population était à faible revenu, maintenant 62% de la population a accès à un revenu moyen ».

L'opposition, sans aucun projet, sauf des privatisations sauvages, et sans aucun souci de politique sociale, est reléguée à crier « Fraude », mais cela pourrait prendre une tournure désastreuse dans les prochains jours. Dans la banlieue du sud de La Paz, la haine de classe contre Evo Morales est le sport favori : le Président est appelé « indio », un « tyran » et un « ignorant ». Les Cholos de l'Altiplano sont régulièrement définis par les élites de propriétaires fonciers blancs dans les plaines comme une « race du mal ».

Rien de tout cela ne change le fait que la Bolivie est maintenant l'économie la plus

dynamique d'Amérique Latine, comme [l'a souligné](#) l'analyste argentin [Atilio Boron](#).

La campagne de discréditation de Morales, qui ne peut que s'aggraver, s'inscrit dans la guerre impériale de la 5G qui, écrit Boron, oblitère totalement « *la pauvreté chronique dont la majorité absolue de la population a souffert pendant des siècles* », un état qui a toujours « *maintenu la population dans l'absence totale de protection institutionnelle* » et « *le pillage des richesses naturelles et du bien commun* ».

Bien sûr, le spectre des projets de vautours du FMI ne disparaîtra pas en Amérique du Sud comme un charme. Alors même que les suspects habituels, via les rapports de la Banque mondiale, semblent désormais « préoccupés » par la pauvreté ; les Scandinaves offrent le prix Nobel d'économie à trois universitaires qui étudient la pauvreté ; et Thomas Piketty, dans « *Capital et Idéologie* », tente de désassembler la justification hégémonique de l'accumulation de la richesse.

Ce qui reste encore absolument hors de portée des gardiens du système mondial actuel, c'est d'enquêter réellement sur le néolibéralisme pur et dur en tant que cause profonde de l'hyperconcentration de la richesse et des inégalités sociales. Il ne suffit plus d'offrir des pansements. Les rues d'Amérique du Sud sont en feu. Le retour de flamme est maintenant en plein effet.

**Pepe Escobar**

Article original en anglais :



**[Burn, Neoliberalism, Burn](#)**

[Strategic Culture Foundation](#) 23 octobre 2019

Traduction par [Réseau International](#)

La source originale de cet article est [Strategic Culture Foundation](#)

Copyright © [Pepe Escobar](#), [Strategic Culture Foundation](#), 2019

Articles Par : **[Pepe Escobar](#)**

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)